

Mesures budgétaires 2019

Un secret de polichinelle, toujours inacceptable !

Dans une interview dans la presse dominicale, le Premier Ministre a commencé à lever le voile sur les perspectives budgétaires qu'il entend présenter au Parlement dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2019.

Il a d'abord été contraint de constater que la politique menée depuis un an n'a pas permis d'insuffler une croissance soutenue dans le pays.

La révision du taux de croissance est donc devenue inéluctable, notamment avec des rentrées fiscales bien inférieures aux prévisions.

Pour autant, loin de revoir l'orientation de sa politique économique ultra libérale favorisant les seuls « premiers de cordée », il la poursuit en pénalisant encore un peu plus les catégories sociales les plus fragiles, en restreignant les allocations diverses et variées et en amputant encore un peu plus le pouvoir d'achat des retraités.

Dans ce but, la déconnexion de la revalorisation des pensions avec l'inflation est une nouvelle étape dans la paupérisation des inactifs, après la hausse de la CSG du début d'année.

L'autre annonce gouvernementale est le nombre de suppressions d'emplois dans la Fonction Publique de L'État : **4 500 en 2019 et plus de 10 000 les années suivantes.**

Au palmarès des ministères les plus impactés, sans surprise, le Premier Ministre n'hésite pas à nommer une fois encore ceux de Bercy comme tête d'affiche.

Aucune direction ne devrait connaitre d'exception.

A la Douane, même la création d'emplois liée au Brexit ne devrait pas empêcher des suppressions sur d'autres missions.

Quant aux autres directions, voilà déjà des semaines que les ministres ou leurs directeurs généraux préparent leurs agents à une telle purge.

Pour FO Finances, ces annonces de suppressions d'emplois sont un secret de Polichinelle, elles restent pour autant inacceptables !

Depuis presque 20 ans, tous les gouvernements successifs infligent aux agents de Bercy, la même politique en matière d'emplois, alors même que les missions sont toujours aussi nombreuses et de plus en plus complexes.

Pour ne citer que les deux plus récentes, le prélèvement à la source et une partie de la loi sur la mise en œuvre du droit à l'erreur. Tout laisse à penser qu'elles seront sources d'une adaptation profonde des méthodes de travail et d'un accroissement de la charge de travail.

La disparition d'emplois annoncée à la DGCCRF, dans le réseau à l'étranger et dans le pôle 3E des DIRECCTE est tout autant injustifiable, sans oublier celle à l'Administration Centrale et à l'INSEE, déjà durement éprouvées les années précédentes.

FO Finances fait sienne la formule du Premier Ministre qui annonce la fin du coup de rabot sur les emplois publics. **C'est une politique à la hache sans fondement et sans discernement !**

En cette période de rentrée, **FO Finances** fait le constat d'un entêtement forcené à poursuivre et amplifier une politique ultralibérale qui fait la part belle aux allègements de charge pour les entreprises et qui sans états d'âme, ampute les revenus sociaux !

Dans le même temps, cette politique, par l'obsession de réduction des dépenses publiques aboutit à la destruction programmée des emplois publics et in fine du service public.

Pour autant, les indicateurs économiques sont loin d'être au vert !
En revanche, la vigilance vire au rouge pour les agents du service public, et en particulier ceux des ministères économiques et financiers, cible prioritaire.

Dans ce contexte, FO Finances prendra toutes ses responsabilités, et en toute circonstance pour défendre au mieux les agents, leurs conditions de travail mais aussi l'ensemble des missions, socle incontournable pour FO d'un service public garant de la République.

Paris, le 27 Août 2018

POUR DÉFENDRE MES DROITS
LE DÉCLIC 

**FÉDÉRATION
DES FINANCES**